

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 3 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 27 novembre 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme MARECHAL, M. BAILLARGEAT, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme QUERAL, M. CASTETS, M. BODIN, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, M. MONMARCHON, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. VERDIER à Mme MERCHADOU, M. GEDON à M. ELIAS, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE, Mme LANDAIS à M. BAILLARGEAT

Etaient absents:

M. GABARD, M. INOCENCIO, Mme HOLGADO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme BAYLE est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27
Conseillers présents : 20
Conseillers votants : 24

Pour : 24
Contre : 0
Abstention : 0

10 – REPRISE DES CONCESSIONS PERPÉTUELLES EN ÉTAT D'ABANDON

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La concession funéraire est un contrat administratif portant occupation du domaine public.

Le principe de la reprise des concessions perpétuelles en état d'abandon est consacré par l'article L 2223-17 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Deux conditions doivent être remplies :

- Des conditions de temps (article R 2223-12) : la reprise ne peut intervenir avant un délai de 30 ans à compter de l'acte de concession et la procédure ne peut être engagée que 10 ans après la dernière inhumation faite dans le terrain concédé.
- Des conditions matérielles (article L 2223-17) : il faut que la concession soit en état d'abandon, c'est-à-dire qu'elle ait cessé d'être entretenue et cet état doit avoir été constaté dans les conditions fixées à l'article R 2223-13 du CGCT.

L'état d'abandon des concessions perpétuelles citées ci-dessous ayant été constaté les 8 juillet 2016 et 08 juillet 2019, la Commune a la faculté de les reprendre.

Numéros	Monuments	Concessionnaires
E-217	Caveau	M.CARSUSANT Alexandre
F-51	Emplacement + pierres	Mme Veuve MOLEY Pierre et M. Gustave BATISSE
F-52	Pierre Tombale	Familles MARIOCHAUD / GERY / COUEYMEDOU
F-54	Emplacement + pierre	Famille BOUCHAUD
F-65	Emplacement	Nom inconnu
F-66	Monument en pierre	Famille CHASSAGNE
F-68	Monument en pierre	Famille FOUILLOUX
F-69	Emplacement	Famille VIVIER

F-70	Monument	Famille MALPEYRE
F-71	Monument	Famille BARATEAU
F-73	Emplacement	Famille Bert
F-74	Monument	Famille FALGERES
F-75	Emplacement + stèle	Famille RIVAUD
F-76	Emplacement	Famille CAFFONE
F-91	Monument	Mme CRAMPE veuve BAUDON
F-92	Monument	Mme LODEVE veuve GIRAUD
F-93	Monument	M. DEVEAU Pierre
F-94	Emplacement	Maître BERNARD
F-95	Emplacement	M. Jean Armand FIGERON
F-96	Caveau	Famille PERODEAU
F-97	Monument	Famille CAUVIN
F-98	Monument	M. Alexis BISCON
F-99	Monument	Famille VINAUD
F-100	Monument	Famille SAUVESTRE
F-101	Pleine terre + stèle	Famille CAVALIER
F-102	Pleine terre + stèle	Famille CAVALIER

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à reprendre lesdites concessions.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 25 novembre 2019 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 04/12/19
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20191203-60133-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

